



**ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS
ET BELLES-LETTRES**

Service portant sur la confection d'habits d'Académicien

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

Numéro de consultation : MAPA-2025-01

Procédure de passation : Procédure adaptée

Table des matières

Article 1 - OBJET DU MARCHE	3
Article 2 - PROCEDURE DE PASSATION ET FORME DU MARCHE	3
Article 3 – MONTANT DU MARCHE	3
Article 4 - DUREE DU MARCHE	3
Article 5 - LIEU D'EXECUTION	3
Article 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
Article 7 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	4
7.1 Représentation des parties	4
7.2 Conditions d'exécution	4
7.3 Obligations du titulaire	4
7.4 Pilotage des prestations	5
7.5 Constatation de l'exécution des prestations	5
7.6 Pénalités	5
Article 8 - REGIME FINANCIER	6
8.1 Forme et contenu des prix	6
8.2 Variation des prix	6
8.3 Avances	6
8.4 Acomptes	6
8.5 Modalités financières	7
8.6 Modalités de facturation	7
Article 9 - DISPOSITIONS DIVERSES	8
9.1 Forme des notifications et des informations	8
9.2 Sous-traitance	8
9.3 Assurances	8
9.4 Autres obligations administratives	8
9.5 Résiliation	8
9.6 Exécution aux frais et risques du titulaire	9
9.7 Litiges et contentieux	9
Article 10 - DEROGATIONS AU CCAG	9

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ

Fondée en 1663, sous le règne de Louis XIV et à l'initiative de Colbert, l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres est l'une des cinq Académies de l'Institut de France. Installée depuis 1805 dans le Palais de l'Institut, elle était à l'origine chargée de trouver les devises latines et françaises destinées à être inscrites sur les édifices, les médailles et les monnaies du roi. Dès 1701, une réforme lui donna la mission qui est restée la sienne et que consignent ses derniers statuts en lui enjoignant de favoriser les progrès et la diffusion des connaissances dans les domaines suivants : histoire et étude des monuments et documents de l'Antiquité, du Moyen Âge, de la Renaissance et de l'Âge classique ; Orientalisme ; sciences humaines appliquées aux langues et civilisations.

Instance nationale, l'Académie exerce une fonction de conseil et d'expertise auprès des autorités publiques pour les questions relevant de sa compétence. Elle peut leur présenter des recommandations, éventuellement avec d'autres Compagnies de l'Institut de France. Elle suit les études, dresse des bilans, évalue l'état de la recherche en France dans le contexte international. Elle participe au contrôle d'établissements de recherche à l'étranger et donne un avis sur la nomination à des postes de grandes institutions françaises d'enseignement et de recherche. Elle mène une action de promotion et de valorisation de la recherche dans les domaines de son ressort notamment en distribuant prix et récompenses diverses. Elle publie ses travaux et les grandes collections dont elle assume la charge.

Personne morale de droit public à statut particulier, détentrice d'une longue tradition et d'un grand prestige international, l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres est un « conservatoire » (un lieu où l'on « sauve » et où l'on maintient vivante la mémoire humaine) mais aussi un « laboratoire » (un lieu vivant et foisonnant où s'élabore la recherche sur l'homme, ses sociétés et ses cultures).

L'usage impose aux membres élus de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres de siéger en habit brodé traditionnel à l'occasion de la rentrée solennelle sous la coupole de l'Institut de France ; l'Académie souhaite donc permettre aux Académiciens qui le désirent, de bénéficier de l'usage dudit habit.

Le marché est un marché de fournitures courantes et de services.

Article 2 - PROCEDURE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ

Le marché est passé selon la procédure adaptée.

Le marché est passé sous la forme d'un marché à bon de commande

Article 3 – MONTANT DU MARCHÉ

Le montant maximum du marché est estimé à 60 000 euros HT sur sa durée totale.

Article 4 - DUREE DU MARCHÉ

La durée du marché est de un (1) an renouvelable trois (3) fois par tacite reconduction. Elle court à compter de sa notification pour une durée maximale ne pouvant excéder quatre (4) ans.

Article 5 - LIEU D'EXECUTION

Le lieu d'exécution pour ce marché est Paris.

Article 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son bordereau de prix unitaire (BPU) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP MAPA-2021-01) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP MAPA-2021-01) et son annexe 1 ;
- les bons de commandes,
- l'offre technique du titulaire.

- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants, postérieurs à la notification du marché ;

Article 7 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1 Représentation des parties

7.1.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification du marché.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

7.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un interlocuteur unique, habilité à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

7.2 Conditions d'exécution

7.2.1 Transmission de devis

Chaque commande de prestations fera l'objet d'un devis établi sur la base du BPU et d'un bon de commande comportant la date de la prestation.

7.2.2 Délais d'exécution

Le marché étant un marché à bons de commande, le délai d'exécution de chaque commande débute à la date figurant sur le bon de commande correspondant.

La date d'expiration du délai d'exécution est la date de livraison ou d'achèvement de la prestation.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à la date limite de validité du marché.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues du CCAG de référence.

7.2.3 Les exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

7.3 Obligations du titulaire

7.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

7.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

7.3.3 Obligations de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en oeuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

7.3.4 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

7.3.5 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en oeuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

7.4 Pilotage des prestations

Il est à noter qu'au moins une réunion de contact sera mise en place au cours de laquelle l'Académie informera le prestataire finalement retenu de toutes les prestations envisagées dans les mois à venir ainsi que des modalités administratives et financières.

7.5 Constatation de l'exécution des prestations

Les opérations de vérification s'appliquent dans les conditions énoncées à l'article 22 du CCAG-Fournitures et services.

7.6 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

7.6.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Pénalités de retard :

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

Jusqu'à 30 jours de retard	5% du montant de la commande
Entre 31 jours et 60 jours de retard	20% du montant de la commande
Au-delà de 61 jours de retard	30% du montant de la commande

7.6.2 Pénalités liées à des obligations administratives

Pénalités pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail

En cas de retard de production des documents dans un délai de 10 jours à partir de la notification, il sera appliqué une pénalité de 100 € par jour jusqu'à la production des pièces nécessaires à la régularisation du marché.

7.6.3 Plafonnement des pénalités

Le montant total des pénalités encourues est plafonné à **30 %** de la valeur des prestations.

7.6.4 Seuil d'exonération des pénalités

Aucun seuil d'exonération des pénalités n'est fixé.

Article 8 - REGIME FINANCIER

8.1 Forme et contenu des prix

Les prix sont réputés fermes.

Les prestations seront rémunérées suivant la forme de prix unitaires actualisables et non révisables.

Tout montant est en euros.

Les prix unitaires sont détaillés dans le bordereau de prix unitaire annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché, ainsi que les frais de déplacement des interventions liées aux prestations sur site ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison indiquée au CCTP. A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

8.2 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Prix fermes actualisables :

Si l'exécution des prestations débute plus de 3 mois après la fixation du prix, les prix seront actualisés selon la formule suivante :

$$P = P_0 (\text{SYN} / \text{SYN}^{\circ})$$

dans laquelle

P = prix actualisé

P₀ = prix fixé dans l'offre du titulaire

SYN = valeur de l'indice/index **Syntec** en vigueur au mois d'établissement des prix

SYN[°] = valeur de l'indice/index **Syntec** trois mois avant la date de début d'exécution des prestations.

8.3 Avances

L'avance n'est pas autorisée.

8.4 Acomptes

L'acompte n'est pas autorisé.

8.5 Modalités financières

L'Académie ne peut s'engager sur un nombre d'habits à réaliser. A titre indicatif, 6 habits ont été confectionnés sur le précédent marché.

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article 2 du décret sus-visé.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

8.6 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après attestation du service fait par l'acheteur. Le titulaire du marché est tenu de fournir un bon de livraison à l'Académie.

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

8.6.1 Mentions obligatoires

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la désignation des parties contractantes, en particulier le nom du service acheteur : Académie des Inscriptions et Belles-Lettres;
- le numéro du marché ;
- l'objet du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- les coordonnées bancaires ou postales, conformes à celles mentionnées dans le marché **(en cas de modification, joindre un nouveau RIB ou RIP) ;**
- les prestations exécutées et les quantités effectivement traitées ;
- le montant € HT des prestations exécutées avec les prix unitaires ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total € TTC des prestations ;
- la date et le numéro de la facture ;

8.6.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

8.6.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

8.6.4 Transmission des factures

Ces éléments seront déposés sur le portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr> – <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr> ou seront envoyés à l'adresse suivante :

Agence comptable de l'Institut de France et des Académies Service facturier 23, quai de Conti – CS 90618 75270 PARIS CEDEX 06
--

Une copie des factures sera adressée par courriel, pour information, à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (secretariat1@ai-bl.fr).

Article 9 - DISPOSITIONS DIVERSES

9.1 Forme des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

9.2 Sous-traitance

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

9.3 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

9.4 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Si le titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

9.5 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique.

Le marché est résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, le marché sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

9.6 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG de référence.

9.7 Litiges et contentieux

Le présent marché est soumis au droit français.

Tout litige dans le cadre du présent marché est soumis au tribunal administratif de PARIS pour les aspects concernant les modalités d'exécution du marché et au tribunal de grande instance de PARIS pour les questions relatives à la propriété intellectuelle.

Article 10 - DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
6	4.1	Dérogation à l'ordre de priorité des pièces contractuelles (BPU)
7.1	3.3 et 3.4	Dérogation à la clause de désignation des représentants du titulaire et de l'acheteur
7.2.2	13.1	Début du délai d'exécution
7.3	5	Obligations du titulaire
7.6	14.1.3	Dérogation au mode calcul et seuil d'exonération des pénalités
8.3	11.1	Dérogation aux modalités d'avance
8.4	11.2	Dérogation aux modalités d'acompte

En cas de conflit entre les dispositions du CCAG de référence et celles du CCAP, les dispositions du CCAP s'imposent aux CCAG de référence.